Guy B., criminel ultraviolent et figure du clan marseillais Yoda, veut se marier en prison avec Manon… enquêtrice d’une association humaniste subventionnée qui s’est chargée de dresser sa personnalité. « Elle a été écartée de la procédure »

25/07/2026 à 12h05



INFO LE FIGARO – Depuis ses 14 ans, Guy B. a déjà passé huit années de sa vie en détention, ce qui ne l’a pas empêché de gravir les échelons de la criminalité organisée depuis sa cellule. Originaire du Val-d’Oise, il a multiplié les démêlés avec la justice dès son plus jeune âge dans un quartier sensible de Sarcelles avant de rejoindre la cité phocéenne. À Marseille, il a pris du galon pour devenir le gérant de la cité de La Busserine, sous les ordres du redoutable Félix Bingui, chef du clan Yoda. **La brutalité extrême de Guy B. effraie jusqu’aux «charbonneurs», au point d’être condamné en appel à 28 ans de réclusion criminelle pour «séquestration et**

actes de torture et de barbarie» à Aix-en-Provence en fin d'année 2025, pour des sévices ultra-violents imposés aux guetteurs qu'il recrutait, condamnation dont il a fait appel. Il aurait franchi un nouveau seuil dans la violence en commanditant des exécutions, directement depuis sa cellule, à la prison d'Aix-Luynes. À l'ouverture du quartier de lutte contre la criminalité organisée (QLCO) de Vendin-le-Vieil il y a tout juste un an, Guy B. a ainsi fait partie de la première vague de transferts. *«C'est un très gros profil, il appartient au haut du spectre»*, insiste au Figaro une source pénitentiaire. (…)

En mars dernier, il a **ainsi de nouveau écopé de 25 ans de réclusion criminelle par la cour d'assises spéciale du Val-d'Oise pour avoir recruté des tueurs à gages pour abattre un homme** sur un parking à Garges-lès-Gonesse, condamnation pour laquelle le parquet a fait appel car la décision était en deçà de ses réquisitions.

C'est dans le cadre de cette dernière affaire que Guy B. a rencontré Manon D., une enquêtrice de personnalité issue de l'association Espérer 95. Ces professionnels, qui assurent une délégation de mission de service public, sont mandatés par l'autorité judiciaire pour réaliser une enquête sur la personnalité qui retrace la situation matérielle, familiale ou sociale des personnes mises en cause. Elle l'a ainsi rencontré à trois reprises entre décembre 2024 et février 2025 au sein du centre pénitentiaire de Fresnes, où il était incarcéré à l'isolement. Elle a ensuite rendu aux juges d'instruction un rapport de 13 pages retraçant le parcours chaotique de cette nouvelle figure du narcotrafic, dans lequel elle dépeint «*la méfiance*» de «Mareko» au début de leurs échanges, puis «*une relation de confiance [qui] s'est établie*».

Toujours dans ce document, elle affirme qu'«*il garde la volonté de s'investir et de se réinsérer (et un) souhait de s'éloigner de ses fréquentations*», de Sarcelles comme de Marseille. Est-ce au cours de ces entretiens professionnels

que la relation sentimentale a commencé à se nouer ? Du côté de l'administration pénitentiaire, on nous indique que Manon D. a été écartée de la procédure judiciaire de «Mareko» à la suite de la découverte de leur relation (…)

La demande doit ensuite faire l'objet d'une autorisation du directeur du centre pénitentiaire, mais aussi du procureur de Béthune, compétent territorialement. Manon D. a déjà relancé à plusieurs reprises l'administration afin de faire avancer la procédure. (…)

Enfin, son placement au sein du QLCO ne permettra pas à «Mareko» et sa future épouse d'avoir accès aux unités de vie familiale. Contactés par *Le Figaro*, son avocat historique, Me May Sarah Vogelhut, n'était pas joignable dans l'immédiat. Son second avocat, Me Philippe Jacquemin, s'est quant à lui refusé à tout commentaire.

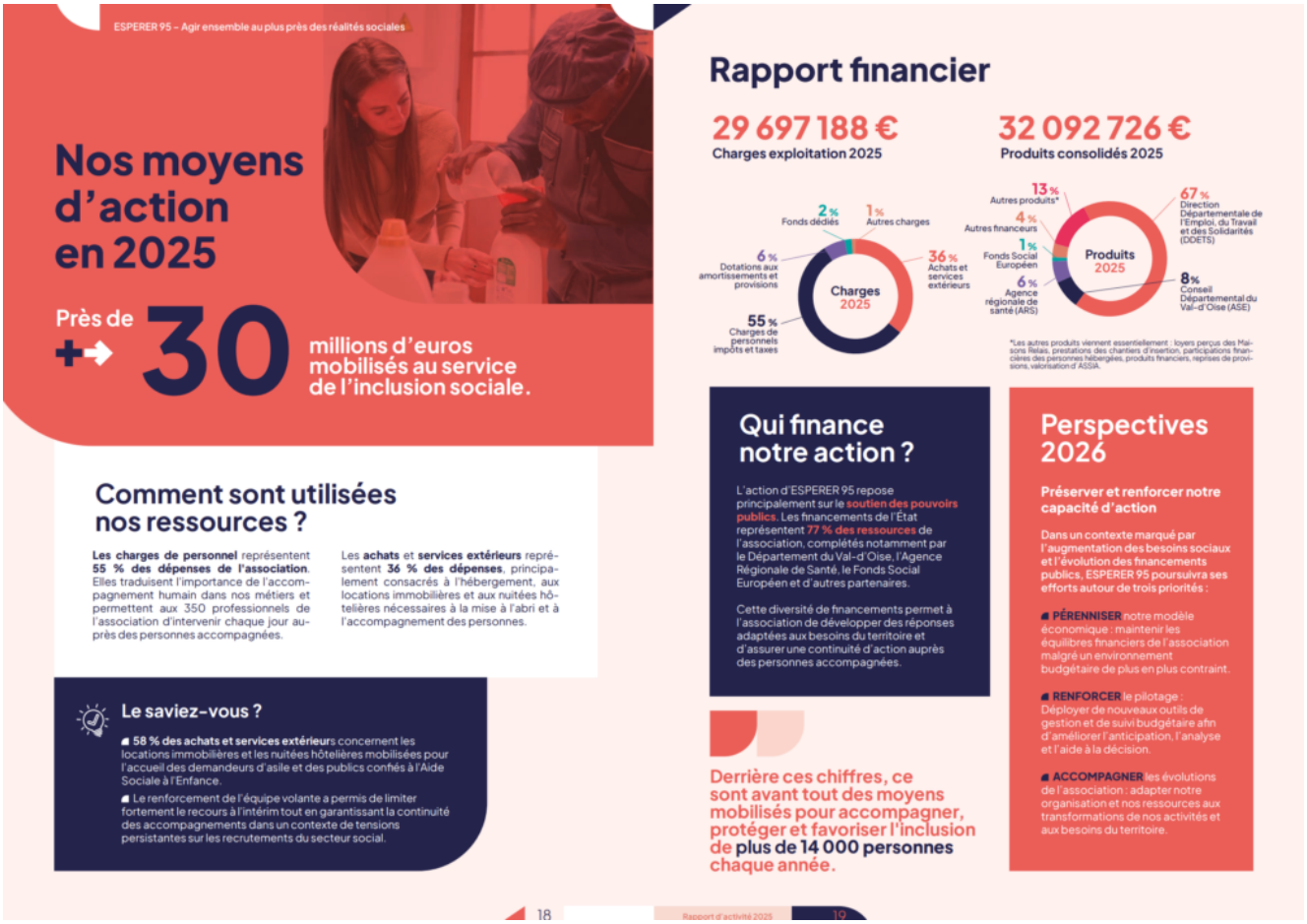
Le Figaro

Objectifs de l'association et financements :

Depuis plus de 40 ans, ESPÉRER 95* est une Association professionnelle, engagée, laïque, ancrée dans des valeurs profondément humanistes, qui milite pour une véritable intégration des personnes et lutte contre toute forme d'exclusion, d'injustice et d'inégalité sociale. Elle s'investit dans la construction de solutions répondant à des problématiques majeures et participe aux réflexions sur des questions de société, telles que : le mal logement, l'accès à la formation et au travail pour les plus éloignés de l'emploi, les alternatives à l'incarcération, l'accueil et l'intégration des personnes migrantes…

[ESPERER 95]

L’action d’ESPERER 95 repose principalement sur le soutien des pouvoirs publics. Les financements de l’État représentent 77 % des ressources de l’association, complétés notamment par le Département du Val-d’Oise, l’Agence Régionale de Santé, le Fonds Social Européen et d’autres partenaires.



Agnès Coffin, Présidente de l’association ESPERER 95 : « Le contexte politique et social impose une vigilance de chaque instant (…) »

Rapport moral



Agnès Coffin,
Présidente de l'association
ESPERER 95

Chaque année, nous nous retrouvons pour ce moment essentiel afin de faire le bilan d'une année écoulée et tracer les contours et les perspectives de l'avenir. Si cet exercice peut sembler difficile car il nous demande de nous retourner sur des mois déjà lointains, il est aussi l'occasion de mesurer le chemin parcouru, de réaffirmer nos engagements et notre détermination face aux défis qui persistent.

2025 a été une année marquée par des tensions politiques, des défis organisationnels et des succès collectifs. Malgré un contexte difficile, ESPERER 95 a tenu bon, fidèle à ses valeurs et à sa mission.

Le contexte politique et social impose une vigilance de chaque instant.
À un an de l'élection présidentielle et à l'issue des municipales, le paysage politique français reste marqué par des discours de peur et de rejet. Les questions de solidarité, d'accueil et d'accompagnement social sont trop souvent instrumentalisées par des voix réactionnaires et populistes, qui cherchent à stigmatiser les plus vulnérables et à remettre en cause le sens même de nos missions.

Face à cela, notre rôle est double. Nous devons faire preuve d'une pédagogie active pour démontrer que nos actions ne sont pas une charge sociale, mais un investissement dans l'avenir de notre société. Nous devons également défendre l'idée que l'accueil et l'accompagnement sont des droits, et non des privilèges ou de l'assistanat.

Ces derniers mois, nous avons dû affronter des résistances, voire des actions hostiles de la part de certains élus, peu enclins à accueillir les personnes en difficulté, notamment celles venues d'ailleurs.

La question de l'hébergement d'urgence et notamment pour les demandeurs d'asile, illustre parfaitement cette tension. Ainsi en 2025, 6 500 places d'hébergement pour demandeurs d'asile ont été supprimées au niveau national, soit une centaine pour ESPERER 95.
Face au besoin croissant, l'hébergement d'urgence, dans sa dimension inconditionnelle, ne peut reposer uniquement sur un acte militant du monde associatif. C'est un enjeu de solidarité, d'humanité et de santé publique, qui ne peut être une simple variable d'ajustement budgétaire pour l'État, et un étendard d'une lutte politique nationaliste de la part d'élus locaux.

Nos publics sont confrontés à des vulnérabilités et une précarité multi-dimensionnelles, qui touchent :
- L'accès à l'alimentation comme enjeu majeur, alors que les crédits de l'aide alimentaire ne permettent plus de répondre aux besoins actuels.
- La santé mentale et des difficultés d'accès aux soins, laissant trop souvent nos équipes en première ligne.
- Les violences conjugales et familiales touchent de nombreuses personnes accompagnées.
- L'accès au droit et pour de nombreuses personnes, à la régularisation administrative, ce qui les fragilise d'autant plus dans leur parcours.

Pourtant, malgré ces obstacles, ESPERER 95 est restée plus mobilisée que jamais. Nous avons hébergé, logé, accompagné, réinséré, soigné. Nous avons tenu notre promesse : être présents, sans relâche, auprès de celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Ce faisant, nous avons souhaité renforcer nos fondations avec notamment un travail sur nos valeurs et notre éthique en réinterrogeant nos fondamentaux : nos valeurs (humanisme, accueil inconditionnel, laïcité, dignité) sont affichées, défendues, mais aussi parfois mises à l'épreuve. Comment alors concilier notre mission sociale avec les multiples injonctions (légales, règlementaires, politiques, financières), tout en garantissant la pérennité de notre structure ?

Dans le cadre de ces réflexions, nous avons élaboré une charte éthique, notamment pour encadrer notre politique de levée de fonds auprès des entreprises. Avec un service développement désormais structuré, notre objectif est de diversifier nos ressources, de construire des projets innovants, sans dépendre exclusivement des financements publics, et de bâtir une communication efficace.

C'est ainsi que, forts des fondations du passé, nous avons porté notre regard, en 2025, sur les fondations de notre nouveau bâti commun. Celui-ci s'inscrira au sein de l'ancienne Tour Engie, qui accueillera l'ensemble de nos services à partir de 2028. Ce projet, que nous voulons fédérateur, est un symbole de cohésion pour nos équipes, une opportunité de moderniser et d'améliorer nos conditions de travail mais aussi un levier pour de nouveaux projets.

Le Conseil d'Administration est pleinement conscient de l'importance de la qualité de vie au travail pour nos salariés. Les travailleurs sociaux et toutes les équipes jouent un rôle crucial dans la construction d'une société plus juste. Nous leur devons des conditions de travail exemplaires car nous savons leurs métiers difficiles.

Sur le plan financier notre situation reste saine. Cela nous permet de maintenir une politique salariale ambitieuse, tout en faisant preuve d'une gestion prudente pour faire face aux aléas budgétaires.

Les perspectives pour 2026 : poursuivre et innover dans ce contexte politique incertain mais au sein d'une organisation en mouvement.

L'approche de l'élection présidentielle et le contexte budgétaire national, sont peu propices au financement de nouveaux projets. Malgré tout, nous poursuivons nos missions avec la même détermination. En interne, les réorganisations se poursuivent, pour s'adapter à la croissance de l'association ces dernières années. Ces changements sont indispensables pour garantir une utilisation optimale des fonds publics, maintenir la qualité de nos services et préparer l'avenir avec efficacité et exemplarité.

Mais derrière ces évolutions nécessaires, ESPERER 95 restera fidèle à ses valeurs, l'humanisme, la laïcité, et l'accueil dans la dignité qui sont des principes non négociables. Nous assumerons un positionnement éthique clair, en garantissant aux publics que nous accompagnons, du professionnalisme, de la bienveillance et le respect. Nous continuerons à porter haut et fort l'idée que la solidarité, l'égalité et l'inclusion sont les moteurs d'une société plus juste.

Un grand merci à celles et ceux qui font vivre ESPERER 95 au quotidien, car nous sommes nombreux dans cette aventure collective. Je tiens ainsi à saluer toutes les équipes, pour leur investissement sans faille, leur adaptabilité et leur capacité d'innovation. Merci également aux membres du Conseil d'Administration, pour leur soutien constant. C'est grâce à votre engagement que nous pouvons rester debout, résister et construire un avenir plus solidaire et ce pour celles et ceux pour qui vivre est un combat quotidien.

Faisons le vœu que cette nouvelle année nous permette de porter nos valeurs encore plus haut et plus fort et de contribuer à bâtir une société où l'égalité, le partage et l'inclusion ne sont pas des mots creux, mais des réalités.

Je terminerai par cette citation bien connue d'Albert Camus : ***« La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent. »***

[Rapport activité 2025 (Fichier PDF en bas de leur article)]